

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Beaudoin

Prénom : Jean-Pierre

Institution ou entreprise : ParisJPB

Axe(s) :

- Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?

Intitulé de votre contribution : Conditions, horizons, ressorts et écueils d'un autre contexte

Résumé de votre contribution :

Les pratiques, surtout celles des industries globalisées, et les comportements, surtout ceux des consommateurs-citoyens, mettant en péril ce qui serait des harmonies naturelles, suscitant ainsi l'apparition de créatures menaçantes, commencent à être pointés du doigt. Il n'y aurait pas de fatalité si nous changeons ce qui doit l'être. La « marque » COVID-19 peut devenir un « marqueur » des changements désirables, souhaitables, ou nécessaires, donc un levier politique. Au nom de ce que cette marque laissera de « marques » dans nos sociétés, nos vies, nos marchés, des horizons pourront, ou non, être dessinés. Actionner ce levier sera notamment une question d'échelle territoriale et de gouvernance, pour prendre deux termes clefs des horizons à dessiner. On propose trois entrées pour installer des repères utiles aux décisions et à l'action. 1 - Des conditions pour "après" : histoire, espoir et territoire 2 - Les horizons d'un futur 3 - Ressorts et écueils de l'opinion à venir L'ambition est d'instruire les questions, chacun devant, dans sa situation propre, construire ses réponses. Essayant ainsi d'éviter de céder au travers de la « pédagogie ».

CONDITIONS, HORIZONS, RESSORTS ET ECUEILS D'UN AUTRE CONTEXTE

Jean-Pierre Beaudoin, avril 2020

ParisJPB@jpb.paris

En attendant de (peut-être) trouver une réponse susceptible de tarir la ou les sources de telles pandémies, la répétition de celles-ci semble inéluctable, donc relever de la fatalité. Dans un monde marqué par une utopie du « risque zéro » et son pendant le « principe de précaution », ce retour de la fatalité comme cause explicative ne saurait être durable.

Les pratiques, surtout celles des industries globalisées, et les comportements, surtout ceux des consommateurs-citoyens, mettant en péril ce qui serait des harmonies naturelles planétaires et suscitant ainsi l'apparition de créatures menaçantes, commencent à être pointés du doigt. Il n'y aurait pas de fatalité si nous changeons ce qui doit l'être.

Aujourd'hui la critique s'adresse, dans l'opinion, aux instances considérées comme responsables de la gestion des conséquences (les masques, les tests, les traitements, etc.) mais encore pas le plus souvent à des responsables identifiables de la cause. C'est « le système » et non (encore) un virus « chinois » ou « américain ».

La « marque » COVID-19 peut ainsi devenir un « marqueur » des changements désirables, souhaitables, ou nécessaires, donc un levier politique. Au nom de ce que cette marque laissera de « marques » dans nos sociétés, nos vies, nos marchés, des horizons pourront, ou non, être dessinés. Actionner ce levier sera notamment une question d'échelle territoriale et de gouvernance, pour prendre deux termes clefs des horizons à dessiner.

1 - Conditions pour "après" : histoire, espoir et territoire

Réussir à passer de la conscience collective diffuse de l'origine d'une catastrophe, et de l'expérience critique de ses conséquences individuelles les plus physiques, à l'action réparatrice et corrective profonde supposera que quelques conditions soient remplies. Ce passage aura lieu seulement si une proportion très large de la population accorde son crédit à une même compréhension de la situation et, sur cette base, sa confiance aux mesures à prendre.

C'est l'enjeu politique, dont la composition peut être décrite en trois éléments : l'histoire à partager, l'espoir de réussir et le territoire à couvrir.

La matière d'un récit nécessaire

L'histoire à partager aura pour fonction d'évacuer le reste de sentiment de fatalité qui peut encore prévaloir face à une pandémie qui « nous dépasse ». Si la cause de la catastrophe est la fatalité, aucune action ne peut avoir prise. On ne peut que courber l'échine, ou seulement

la tête, et espérer que cela ne se répète pas trop souvent. Or la nature humaine refuse la fatalité. Elle a toujours eu et aura toujours la détermination de comprendre pour avoir prise.

Le récit partagé qui inscrit dans l'histoire de la société une compréhension de ce qui s'est passé enregistre le choc et les ruptures mais « recoud » le moment avec l'histoire. C'est ce qui a été fait à la libération de Paris : « Paris, Paris outragé, Paris brisé, Paris martyrisé mais Paris libéré ! (...) C'est-à-dire de la seule France, de la vraie France, de la France éternelle. » On saisit le présent en livrant une relecture de ses origines et en ouvrant sur une réaffirmation de son avenir.

La conscience diffuse du lien modes de vie – écologie – santé à l'échelle planétaire, déjà en germe depuis longtemps, ouvre la voie à la construction d'un tel récit explicatif – et épique – avec avec tout ce qu'il faut de sentiments d'évidence. L'appel à une union autour d'un récit commun, le sentiment d'y « pouvoir quelque chose », la possibilité d'un appel à la responsabilité personnelle pour en sortir peuvent s'y fonder.

Les expériences individuelles d'une crise concrète, physique, matérielle et de leurs conséquences tangibles et durables formeront une mémoire vivante et partagée, disponible pour rappeler aux justifications de changements à opérer par rapport à un passé défaillant. La mémoire commune du passé défaillant sera nécessaire pour éviter, si c'est possible, l'écueil de la recherche par certains, qui ne manqueront pas, d'un coupable de nos maux extérieur à nous-même.

Les prémices d'un espoir possible

L'espoir de réussir, cette fois, les changements nécessaires et retardés, peut se nourrir de quelques acquis.

Les progrès déjà effectués dans la réflexion – qui peut ouvrir sur l'action – autour des notions de « biens communs » et la distinction de ceux-ci d'avec celle d'« intérêt général » – devenue insuffisante – peuvent certainement être développés. Les sciences humaines, qui ont déjà graduellement renforcé leur place dans ces domaines en face des sciences économiques et financières, ont des ressources d'intelligence à mobiliser.

La montée des critères « extra-financiers » dans l'évaluation des activités économiques a déjà commencé à traduire la « prise en compte », au sens même comptable, des attentes de la société, et non plus seulement des marchés, vis-à-vis des acteurs de l'économie. Peut-être faudra-t-il trouver à ces critères une dénomination autre que par une que par une expression marginalisante qui semble confirmer que le financier est bien au centre de tout.

L'évolution de la personnalité des acteurs de l'économie pour donner une place, dans leur personnalité juridique, à leur personnalité sociale au moyen de leur « raison d'être », en France, de leur « purpose » dans d'autres contextes, signale aussi le besoin de la société, et l'éveil de l'entreprise, à la nécessité d'un plus grand « sens » humain, voire d'un sens d'abord moral de l'économie.

Nous avons la chance que ces prémices existent. Elles doivent pouvoir faciliter la convergence des parties concernées vers la définition des nouvelles conditions de l'exercice des activités économiques, au moins.

Quelle « bonne » échelle des décisions ?

L'exemple des Accords de Paris sur le climat, fin 2015, montre que la dimension nécessairement planétaire des réponses aux enjeux a été, au moins dans la période de la COP 21, comprise très largement. C'est l'échelle des enjeux et du récit. L'échelle des réponses ne peut être que plus circonscrite du fait de la diversité des situations territoriales par rapport aux enjeux eux-mêmes. C'est même une condition de l'acceptabilité locale et de la mise en œuvre effective des mesures nécessaires.

La force de l'échelle nationale en Europe s'est une fois encore exprimée face à un enjeu commun pourtant communément reconnu. La faiblesse des réponses prises à cette échelle se révèle aussi, même si elle est objet de débat. C'est une nouvelle illustration de la difficulté qu'il y a à « changer l'échelle » de l'espoir. C'est la difficulté de la redéfinition du « je », du « nous » et peut-être surtout du « eux ». Norbert Elias : « La difficulté est tout simplement que dans la plupart des cas la compréhension intellectuelle qui permet de se rendre compte que des formes d'intégration plus étendues seraient plus adaptées à la réalité se heurte à la résistance obstinée de représentations fortement affectives qui font apparaître cette intégration comme un déclin, une perte dont on ne finira jamais de porter le deuil. Et dans les situations de ce type, on ne souhaite même pas que s'achève ce deuil. »¹

La définition de l'extension territoriale des mesures à prendre, entre le très local et le très mondial, entre vie quotidienne et principes universels, peut ouvrir sur le territoire institutionnel notamment en Europe, qui serait une « bonne » échelle, sans doute, pour l'efficacité sociale, humaine, au moins autant qu'économique dans le monde.

Là, il sera encore beaucoup question d'argent....

2 - Les horizons d'un futur

L'expérience que nous sommes en train de vivre modifie nos critères de jugement. Certains pour en renforcer l'importance, d'autres pour en relativiser la valeur. Ces modifications, individuelles et collectives, vont déterminer les changements pour « l'après ». L'ampleur des changements n'apparaîtra que progressivement, au rythme des évolutions de la société. Le vrai produit de l'expérience collective deviendra distinct à cette échéance de quelques années, délai nécessaire pour passer de la prise de conscience à l'action et aux résultats de l'action.

¹ Elias, Norbert : « Les Transformations de l'équilibre 'nous-je' » (1987), in : *La Société des individus*, Ed. Pocket Agora, Paris, 2008, p. 292-293

Il apparaît déjà, dans le débat public, que le sujet actuel est une crise sanitaire à traiter immédiatement, mais que la réalité de celle-ci est une crise politique, au sens propre, qui appelle des changements.

La nature et l'ampleur des changements dépendront principalement de trois facteurs : les outils disponibles pour dessiner un futur, l'état d'esprit de la génération qui les actionnera, et la capacité des populations à au moins accepter, au mieux accompagner, les changements entrepris.

Des outils disponibles pour agir

Trois voies de « changement du monde » se dessinent de plus en plus concrètement depuis quelques décennies : la réflexion autour des notions de « biens communs », la montée des critères « extra-financiers » dans l'évaluation des activités économiques, l'évolution de la personnalité juridique des entreprises vers la « raison d'être », en France, le « purpose » dans d'autres contextes. Trois orientations dont la signification prend un relief accru aujourd'hui.

Ces trois voies ont un point commun : la remise en cause de la place et du rôle de l'argent dans la société. En particulier du statut de l'argent, devenu en une cinquantaine d'années le langage universel et la mesure de tout. Un symbole : au moment du premier « choc pétrolier », en 1973, les Français (et d'autres) ont été exposés chaque jour, au moment du « rendez-vous national » du journal de 20 heures à la télévision, à côté du traditionnel bulletin météorologique, aux bulletins, sur le même format, des cours de bourse en indice CAC et du cours du pétrole, en dollars par baril. L'argent qui fait la pluie et le beau temps, qui impose son jugement des politiques, qui exige obéissance à ses logiques. Cinquante ans plus tard, le constat de Michaël Fœssel : « En ce qui concerne l'argent, on peut faire l'hypothèse qu'il devient « tragique » lorsqu'il n'est plus désiré comme un moyen de dépassionner les échanges sociaux, mais qu'il réclame d'être aimé pour lui-même. »² Et l'argent, qui était bien entendu un risque, est devenu un danger depuis 2007.

La réponse rapide et massive des gouvernements qui annoncent la mobilisation de masses monétaires sans précédent pour éviter qu'une catastrophe économique et sociale ne s'ajoute à la catastrophe sanitaire prouve que l'argent n'est rien d'autre qu'un adjuvant pour des décisions d'un ordre tout autre que financier : les échanges sociaux, y compris dans leur forme économique.

Les outils de « changement du monde » (évitons l'ambition utopique d'un « changement *de* monde ») évoqués plus haut sont déjà là pour amplifier le mouvement. Le principal danger est que la voie inverse soit choisie : au nom de l'impératif financier supérieur, remiser les notions jugées alors marginales, « extra-financières », au moins pour un certain temps.

² Fœssel, Michaël : « Le désirer toujours, ne l'aimer jamais » in : *Esprit*, n° 456, juillet-août 2019 Paris, p. 64

L'esprit d'une génération

Le mouvement, s'il doit avoir lieu, sera emmené par une génération de nouveaux quadragénaires autour de l'échéance de 2025, horizon de la mise en œuvre des aspirations accentuées par la pandémie. Celles et ceux qui auront entre 40 et 50 ans à ce moment seront donc nés entre 1975 et 1985. Ils auront été adolescents entre 1990 et 2000. Leur conscience et leurs expériences seront donc issues d'une période entièrement jalonnée de crises : pétrole en 1973, démantèlement du bloc soviétique à partir de 1989, « 9/11 » en 2001, accidents nucléaires de 1979, 1986 et 2011, guerres du Golfe depuis 1990, guerre en Syrie depuis 2011, migrations massives, terrorismes en occident, pour ne citer que celles-là. Ils vivent simultanément les grandes mutations des équilibres politiques et économiques mondiaux, notamment entre Etats-Unis et Chine. Un tel parcours forge les priorités d'une génération, comme leurs parcours avaient forgé celles des générations précédentes.

Des voix en nombre dans l'espace public imputent à ce qui serait des excès et des dérives du capitalisme financier une responsabilité dans toutes ces secousses. Reviennent avec une fréquence croissante dans l'espace public des termes tels que « capitalisme – démocratie – système à bout de souffle », mondialisation folle. Et parallèlement le souci de « la planète », du climat, bref d'équilibres globaux menacés par l'activité humaine. Et le souci de « l'homme ordinaire » menacé ou, au moins, ignoré par une technocratie. Un assemblage hétéroclite, mais commode, de critiques de tout pouvoir institutionnel actuel.

Si la nouvelle génération d'adultes, avec l'état d'esprit issu des débuts de sa vie et inscrite dans un tel contexte de l'espace public, prend les commandes des décisions à la suite de générations issues de la seconde guerre mondiale, les outils déjà disponibles pour l'action sont susceptibles d'être renforcés pour être plus résolument au service d'aspirations de la société. Ce qui, sans être nécessairement un « changement de monde », pourrait être une source de « changements dans le monde », certainement préférables à ceux qui résulteraient de la direction opposée vers des populismes mortifères auxquels les données du contexte peuvent aussi bien conduire.

La nécessaire adhésion des populations

La population générale a traversé les mêmes expériences du monde et de la pandémie que la génération montante de quadragénaires, de manières diverses selon les parcours antérieurs de chaque génération. Cette population constitue l'espace public, le cadre contextuel des décisions à venir. Elle est partagée entre la crainte (la peur, parfois), la colère comme exutoire et l'espoir quand même. L'infléchissement du cours des choses aura lieu si un horizon proposé oriente le plus grand nombre possible dans une direction commune. Cette direction peut être celle du repli et du rejet. Elle peut aussi être celle d'aspirations qui relèvent d'abord de l'humanité d'une société plus que de la compétitivité sur des marchés ou de la performance économique de l'Etat. C'est-à-dire un horizon qui assigne à l'économie et à l'Etat la création des conditions d'une société vécue comme humaine à d'autres échelles que l'économie ou l'Etat. Dans les termes déjà anciens de Durkheim : « C'est l'état de la société, et non l'état de l'opinion qu'il faut atteindre.

Seulement, en fait, il est difficilement admissible que l'opinion n'exprime rien de réel, que les aspirations de la conscience collective soient de pures hallucinations. »³

Le recours au terme de « guerre » pour qualifier la lutte contre la pandémie et ses conséquences est probablement judicieux pour permettre une mobilisation large. La guerre est le temps du rassemblement d'un peuple, ce que n'est pas nécessairement l'urgence sanitaire. On l'a vu au moment du H1N1 et du fiasco de la transformation d'établissements publics en lieux de vaccination en 2009 : une telle mobilisation nécessitait la préexistence d'une croyance et d'une confiance qui n'étaient pas données.

La mobilisation pour une guerre nécessite « seulement » la peur d'un danger aussi personnel que total et en appelle à un sentiment national solidaire. Les deux, peur et désir de solidarité, étaient déjà des sentiments répandus avant la pandémie, disponibles et activables sur des sujets divers. Ils se cristallisent sur le danger COVID-19, au moins temporairement, dans une population assez vaste pour représenter la collectivité nationale et au-delà. Y compris dans des gestes symboliques comme l'applaudissement de 20 heures. Le souvenir de l'émotion partagée de cette manière peut être un atout pour une mobilisation future sur un horizon partagé : c'est le rôle du récit, évoqué dans un article précédent.

Les réseaux, pour la première fois

Les aspirations d'une génération émergente d'adultes et plus largement d'une population en attente d'horizons trouvent aujourd'hui à s'exprimer sur les réseaux sociaux, pour la première fois à l'échelle de l'actuelle pandémie. C'est là que sera arbitré le choix du chemin, celui de l'horizon ou celui du repli.

L'irrigation des réseaux peut être nourrie de la découverte concrète, à l'occasion de la pandémie, d'attachements personnels et collectifs à des biens communs dont on a pu voir soudain l'urgence, du caractère vital de l'« extra-financier » et de la capacité d'entreprises à exercer leur raison d'être. Sur les trois registres, l'expérience est déjà engagée. On verra qu'elle l'aura été à l'échelle européenne, son véritable horizon pour chacun des territoires.

Mais cette bataille-là, aussi, commence seulement.

3 - Ressorts et écueils de l'opinion à venir

La peur du lendemain prend lentement le pas sur la peur du virus. L'accoutumance à la présence d'une menace durable et l'apprentissage des habitudes nécessaires à la réduction du risque façonnent graduellement des ajustements des comportements sociaux. La société prend en compte un nouvel élément de contexte dont on a compris qu'il ne disparaîtrait

³ Durkheim, Emile : « L'Etat de la société et l'état de l'opinion » (1906) in : *Sociologie et philosophie*, Librairie Félix Alcan, Paris, 1924, p. 93

pas. L'inconnu étant de moins en moins la physionomie de la menace, c'est de plus en plus l'inconnu du chemin, le flou du « comment vivre » qui préoccupe. Après l'urgence d'« en sortir vivants », la question de « s'en sortir dans la vie » telle qu'elle va être.

« En sortir vivants » a mobilisé des réflexes de société. Solidarité, cohésion, reconnaissance collective, sentiments partagés. « S'en sortir dans la vie » remet en relief les priorités individuelles dans le cadre social. La conscience sociale ne disparaît pas, c'est la conscience individuelle qui cherche comment y prendre sa place au mieux. La tension entre l'une et l'autre se traduit pas des états de l'opinion qui manifestent les poids relatifs du social et de l'individuel dans la détermination des choix et des comportements.

Trois ressorts de la société

L'état de l'opinion va à la fois donner une indication de l'état de la société comme ensemble, et de la disposition individuelle plus ou moins forte à définir un chemin collectif où le sort individuel inscrive sa perspective.

Trois composantes fortes de la phase « en sortir vivants » ont été, et sont encore dans une forme atténuée les « ressorts d'opinion » de l'aspiration à un autre monde, de la mobilisation sanitaire et de la motivation collective. L'aspiration à un autre monde a donné lieu à une désignation explicite des travers économiques et politiques jugés incompatibles avec les idéaux et l'espoir d'un avenir meilleur ; la mobilisation sanitaire a rendu possible le respect de consignes contraignantes ; la motivation collective a suscité le déploiement d'initiatives concrètes pour permettre un niveau de fonctionnement économique et social.

La phase « s'en sortir dans la vie » va être rendue difficile par trois « écueils d'opinion » symétriques aux trois ressorts de la phase précédente : la désillusion politique, la démobilisation sanitaire et la démotivation économique. Avec une modification de la hiérarchie des valeurs, donc des priorités, mise en lumière de manière criante dans ce moment. L'occasion de rappeler Ricœur : « Si le politique a une revendication majeure d'autonomie à faire valoir en face de l'économico-technique, c'est celle du sens de l'action rationnelle, sens inséparable, comme on le dira plus loin, de la morale vivante, de l'intention éthique. Permettez-moi en passant de suggérer une distinction terminologique qui exprime bien la nature de mon propos. Je distinguerai entre le rationnel et le raisonnable, et dirai que le plan technico-économique de la vie en société ne satisfait qu'aux exigences du rationnel. C'est pourquoi l'homme y est insatisfait ; c'est pourquoi il cherche le raisonnable dans l'universel concret qui définit le politique comme tel. »⁴

Trois écueils à cartographier

Les victimes de désillusion politique surmonteront pour la plupart à court terme un moment de fatigue mentale et d'amertume affective. Les conséquences, les séquelles de la désillusion, seront toutefois durables. Elles viendront continuer à modifier une carte

⁴ Ricœur, Paul : *Du texte à l'action* (1986), Ed. du Seuil, Coll. Points, Paris, 1998, p. 438

électorale déjà en voie de polarisation avant la pandémie. Et si la désillusion politique concerne le management dans l'entreprise parce que les politiques du management seraient jugées inappropriées, alors le climat social, les relations hiérarchiques, en seront durablement empoisonnées. La mémoire d'une aspiration idéale, fût-elle utopique, et surtout utopique, lorsqu'elle est déçue, détruit ou réduit tout ce qui est la base d'un projet partagé : la confiance, la croyance, l'attachement.

La démotivation économique sera à la mesure de l'héroïsation des premiers moments. Le maintien d'écartés considérés comme excessifs entre reconnaissance de l'utilité sociale face à l'urgence et répartition de la richesse disponible (et non de la richesse produite) en temps « normal », aura un effet dans une population plus large que les catégories principalement concernées. Le retour ou l'aggravation d'une « économie de l'injustice » accroîtrait l'effet politique dans une société déjà considérée comme trop inégalitaire. Alors que le discours du management insiste depuis quelques années sur l'« engagement » des salariés, la réalisation concrète de réductions d'écartés constituera un test de... l'engagement du management. Le déplacement des échelles de valeur par l'expérience de l'urgence va être durable. Même si nécessité fait loi et qu'on en rabat de l'idéal parce qu'il faut gagner sa vie, peut-on vraiment maintenir « l'homme insatisfait » moralement ?

La démobilisation sanitaire, de la vaste catégorie désormais décrite comme « les soignants » comme de la population générale, commence avec le sentiment diffus que « la crise » a assez duré. Pour les soignants, c'est la limite de la résistance physique et morale qui est atteinte et demande au moins un répit. Pour la population générale, c'est la limite de l'obéissance à des consignes : on ne peut pas être un « enfant sage » tout le temps, ni longtemps : la « pédagogie » devient insupportable. Les deux limites atteintes ne se ressemblent pas mais elles viennent coïncider dans le temps. Si une conséquence en est une reprise de l'infection dans la population, c'est « le gouvernement » qui en sera blâmé. Le maintien de l'obéissance étant une des conditions du soulagement de la fatigue comme de la réduction de l'épidémie, tout ce qui a une autorité sur les comportements est à ce moment une instance critique. Cela va de la conscience individuelle dont l'autorité doit être sollicitée pour guider les comportements, jusqu'au chef de l'Etat dont on voit bien que la parole suscite une attention sans précédent.

Les trois écueils sont dans le paysage à parcourir. Ils ne seront pas effacés. Les ignorer conduirait à des naufrages sociaux, humains, symboliques, politiques, économiques : des « prix à payer » que nos sociétés n'acceptent plus. Il s'agit donc de les négocier comme autant de virages.

Trois virages à négocier

Le virage politique se négociera dans l'équilibre modifié entre les quatre figures d'acteurs de l'opinion, quelquefois cumulées par une même personne : le consommateur (y compris de services publics), le producteur (y compris non-marchand), l'actionnaire (y compris le contribuable) et le citoyen (y compris avant la majorité civile). Ces équilibres sont le fruit de décisions quotidiennes, qui résultent par exemple dans la répartition des dépenses dans le budget individuel comme dans celui de l'Etat. Quelles priorités avons-nous constatées

durant cette période, en fonction desquelles nous déterminer dans la durée ? Laquelle de nos quatre « figures de l'opinion » a la voix la plus forte au moment du choix concret ?

Le virage économique sera subordonné au virage politique. Depuis une cinquantaine d'années, l'économique a puissamment orienté le politique. C'est une option possible. Elle peut même être accentuée si le retour de l'abondance est la priorité. Pour prendre une source avec précaution, la question au moins, plus que la réponse, a été formulée par une autorité : « Mettre en valeur le rôle décisif du marché dans la distribution des ressources et mieux faire jouer le rôle du gouvernement, voilà un sujet dont l'importance n'est pas seulement théorique, mais aussi pratique. (...) La question concerne l'utilisation correcte de 'la main invisible' et de 'la main visible'. Il s'agit de créer une situation où le rôle du marché et celui du gouvernement sont en concordance, se complètent, maintiennent un équilibre harmonieux et s'épaulent mutuellement, en faveur d'un développement économique et social sain et durable. »⁵ L'économie, c'est vous et moi. Donc d'abord la même question individuelle que pour le virage politique. Si un « autre monde » est souhaitable, que suis-je prêt à changer dans « mon monde », mon mode de vie économique ?

Le virage sanitaire est le plus susceptible de peser sur les deux autres... au moins le temps que la mémoire de la peur s'estompe... et/ou que la menace soit contrôlable avec sécurité. En tout cas, au moins pour cette durée, ce virage ne sera pas négociable mais impératif. Dans tous les cadres de la vie sociale, espace public, emploi ou loisirs, une sensibilité attentive va s'exercer aux conditions sanitaires de la vie. Et des responsabilités vont être interpellées. Ce qui ne doit pas exempter chacun de sa responsabilité individuelle.

Quatre articles ont proposé depuis le 23 mars des cadrages successifs de la période et de ses suites. L'ambition est d'instruire les questions, chacun devant, dans sa situation propre, construire ses réponses. Essayant ainsi d'éviter de céder au travers de la « pédagogie »...

⁵ Xi Jinping : *La Gouvernance de la Chine*, Editions en langues étrangères, Pékin, 2014, p. 137